

LA MONNAIE NATIONALE POINT DE DÉPART POUR UNE GRÈCE SOUVERAINE ET DÉMOCRATIQUE

unitepopulaireparis.wordpress.com/2018/09/24/la-monnaie-nationale-point-de-depart-pour-une-grece-souveraine-et-democratique
VG

24 septembre 2018

LA MONNAIE NATIONALE

POINT DE DÉPART POUR UNE GRÈCE SOUVERAINE ET DÉMOCRATIQUE, AVEC DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA JUSTICE, SANS MÉMORANDUMS NI AUSTÉRITÉ

Les centres dirigeants européens et internationaux de l'establishment, et davantage encore l'establishment politique et économique grec, pratiquent le lavage de cerveau et terrorisent le peuple grec, en présentant l'option de l'abandon de l'euro et de la transition de la Grèce vers la monnaie nationale comme une catastrophe.

Par ce livret Unité Populaire (La.E) tente, de manière concise et accessible, de proposer et de mettre en discussion les étapes et mesures pour la transition de la Grèce vers la monnaie nationale sur la base d'un programme radical. Nous essayons de rendre clair que la transition de l'euro vers la nouvelle monnaie nationale, dans le cadre d'un programme radical, est une option réaliste et viable, la seule susceptible de sortir le pays de la crise, des mémorandums et de l'austérité et de le mettre sur la voie de la croissance et de la transformation productive dans la justice sociale.

Afin de conduire le pays vers l'instauration d'une monnaie nationale, les étapes suivantes sont nécessaires et elles doivent être immédiatement mises en œuvre.

PREMIÈREMENT :

La Banque de Grèce deviendra propriété publique, passera sous contrôle national et social, acquerra pleinement le monopole d'émission de la monnaie nationale et sa politique sera tracée dans le cadre défini par le gouvernement et sa politique.

DEUXIÈMEMENT :

Le pays récupèrera sa souveraineté monétaire, qui est de fait le fondement de la souveraineté nationale et un grand pas en avant vers la réalisation de la pleine souveraineté. Le gouvernement exercera, souverainement et sous le contrôle de la société, la nouvelle politique monétaire nationale du pays sous tous ses aspects, en tenant compte de l'avis de la Banque de Grèce.

TROISIÈMEMENT :

Des garanties institutionnelles renforcées seront mises en place pour assurer que la politique monétaire du pays sera conduite particulièrement avec des critères de développement, de renforcement de la justice sociale et d'expansion de l'emploi dans la perspective du plein emploi.

QUATRIÈMEMENT :

Le gouvernement, après avis de la Banque de Grèce, déterminera le taux de conversion de l'euro dans la nouvelle monnaie nationale. Quel que soit le taux de change lui-même, il n'affectera pas le fonctionnement de l'économie. Mais, pour des raisons pratiques et aux seules fins répondre aux nécessités courantes, nous fixerons le taux de conversion de la nouvelle monnaie à un euro pour une unité de la nouvelle monnaie.

CINQUIÈMEMENT :

Par la promulgation d'une loi, l'euro sera retiré et la nouvelle monnaie nationale sera mise en circulation. Toutes les opérations et transactions financières nationales seront effectuées dans cette nouvelle monnaie nationale.

L'ÉCONOMIE AU RYTHME DE LA MONNAIE NATIONALE

En vertu de ces dispositifs et sur la base du taux de change officiel de la nouvelle monnaie nationale par rapport à l'euro:

- Les euros détenus par les citoyens et les personnes morales seront convertis par les banques en monnaie nationale.
- Tous les dépôts bancaires seront convertis dans la nouvelle monnaie nationale, tandis que les euros détenus par les banques (en pièces et billets) seront stockés à la Banque Centrale (Banque de Grèce) pour consolider les avoirs en réserves de change du pays. L'Etat par un dispositif légal à validité renforcée garantira complètement la totalité des dépôts bancaires et prendra des mesures pour leur sécurité et leur rendement optimal.
- Tous les salaires et retraites, à partir du moment d'instauration de la monnaie nationale, seront payés dans la nouvelle devise sur la base du taux de change officiel (par exemple un salarié recevant un salaire net de 800 euros, recevra 800 unités de la nouvelle monnaie nationale, un retraité recevant une retraite de 800 euros, recevra désormais une retraite de 800 nouvelles unités de monnaie nationale).
- Les dettes de toute nature, en particulier envers les banques, ainsi que les sommes dues par les citoyen-ne-s et les personnes morales au guichet public et à toutes les sociétés du secteur public, strict ou élargi, seront converties dans la nouvelle monnaie nationale, sur la base du contrat initial de prêt et sans frais. Un citoyen, par exemple, qui doit à la banque 1 000 euros, devra 1 000 unités de la nouvelle monnaie nationale, avec conservation de la validité du contrat de prêt initial. Notre politique sera cependant de légiférer dans un deuxième temps, comme nous l'expliquerons ci-dessous, des mesures pour une renégociation audacieuse des dettes privées ainsi que l'annulation (σεισάχθεια – seisachtheia) d'une grande partie d'entre elles.



- Les prix du commerce seront convertis en monnaie nationale, et affichés en double pendant une certaine période, alors que des contrôles rigoureux seront effectués pour sanctionner sévèrement les transactions illégales et la spéculation.

Dans un tel cadre, l'économie entrera progressivement, avec la nouvelle monnaie nationale, dans un nouveau mode de fonctionnement qui permettra la mise en œuvre d'une nouvelle politique radicale de reconstruction et de transformation de l'économie.

POURQUOI LA MONNAIE NATIONALE EST-ELLE NECESSAIRE ?

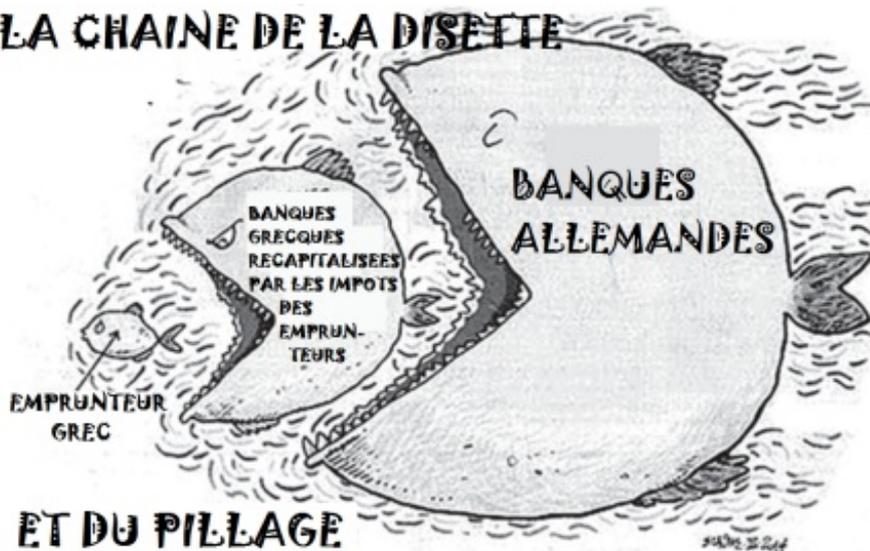
L'introduction de la monnaie nationale est pertinente et même extrêmement nécessaire car:

- La Grèce enfermée dans la prison de la zone euro et le cadre du « marché unifié » de l'UE, non seulement ne peut pas supporter les conséquences et rester financièrement et socialement debout, mais perd sans cesse du terrain face à des économies plus puissantes et plus « compétitives », surtout celle de l'Allemagne.
- La structure monétariste néo-libérale et la philosophie de la zone euro ne favorise pas les convergences entre des économies inégales impliquées dans l'espace de la zone euro, avec des niveaux différents de productivité et de rendement. Au contraire, cela renforce les inégalités et les divergences, et rend de facto les antagonismes plus violents.
- La monnaie nationale, compte tenu des conditions qui prévalent dans la zone euro deviendrait un outil absolument indispensable et irremplaçable pour notre pays.

Il devient indispensable et irremplaçable pour une raison supplémentaire très importante. C'est qu'en Grèce les classes salariées populaires sont étouffées par une dette illégale, odieuse, illégitime et surtout insoutenable, au nom de laquelle l'État grec fait des demandes de crédits à l'UE et au FMI, dépensés exclusivement pour le service de la dette, accompagnées de programmes d'austérité voués à l'échec qui frappent impitoyablement le peuple et détruisent le pays.

- L'introduction de la monnaie nationale aidera l'économie grecque à se dégager de la concurrence inégale et écrasante qui existe dans la zone euro, sans possibilité d'y faire face au niveau du marché intérieur, sauf en sabrant les dépenses sociales et en volatilisant les revenus de la classe ouvrière, salaires et retraites.
- Mais encore, le plus important et le plus d'actualité: l'introduction de la monnaie nationale est la condition sine qua non pour le pays puisse rester sur ses jambes sans les versements des prêts de l'UE et du FMI, sans le besoin des liquidités accordées par la BCE aux banques nationales, situations qui constituent des outils létaux de contrainte et de chantage de la part des créanciers, ainsi qu'il a été constaté, en Chypre au début, puis en Juillet 2015 par la fermeture du robinet des liquidités de la BCE accordées aux systèmes bancaires.

LA CHAÎNE DE LA DÎSETTE



Par conséquent, la monnaie nationale, en offrant à la Grèce une possibilité réaliste de se dégager des prêts de l'UE, de la BCE et du FMI, nous permettra une avancée essentielle pour la survie du pays, impossible dans le cadre de la zone euro: procéder de manière décisive au rejet des mémorandums et à l'annulation de la dette en utilisant pour arme la cessation irrévocable de son remboursement, sans que les banques et l'économie grecques risquent l'effondrement à cause du chantage et des manœuvres des créanciers.

Tout au contraire, les choix de l'abandon et de l'annulation des mémorandums, de la répudiation de la dette et du retour à la monnaie nationale, permettront à l'économie et aux banques de se redresser au bénéfice du pays et du peuple.

En même temps, la monnaie nationale, une condition nécessaire pour l'annulation de la dette, rendra possible la recapitalisation des banques par les caisses de l'État, à la fois pour les aider à assumer leur nouveau rôle sans avoir recours aux liquidités de la BCE, et surtout pour procéder à une politique décisive qui traitera radicalement, aux bénéfices des emprunteurs, le fardeau des dettes privées insoutenables, qui étouffe notre économie.

Les banques grecques échapperont à la prédation des capitaux privés et des fonds spéculatifs et passeront en propriété publique, car les fonds versés par l'État pour leur recapitalisation seront convertis en actions et leur capital social sera augmenté. Ainsi, après avoir été nationalisées, elles seront placées sous contrôle social dans le but mettre en œuvre une politique financière totalement différente, fondée exclusivement sur des critères de développement, de production, d'investissement et de développement social.

Sur cette base et dans le cadre de la nouvelle politique monétaire nationale, les banques seront en mesure de procéder, sur la base de critères rigoureusement contrôlés, à une annulation à large échelle des dettes (σεισάχθεια – seisactheia) des ménages les plus démunis et des très petites entreprises. Elles procéderont aussi à la renégociation audacieuse des prêts des petites et moyennes entreprises, après des contrôles approfondis de leur gestion et de leurs gestionnaires. En parallèle, les annulations ou réductions des dettes de certaines grandes entreprises, essentielles pour le maintien des emplois, s'accompagneront par la participation proportionnelle des banques nationalisées à leur capital en contrepartie de l'annulation ou réduction de leurs dettes.

Sans monnaie nationale, toutes tentatives de réduction de la dette et d'affranchissement du pays des mémorandums et de la tutelle, de l'austérité et de la soumission, sont sans espoir de réussite et les promesses d'y parvenir tromperie et démagogie.

CE QUE NOUS VOULONS ACCOMPLIR À TRAVERS LA MONNAIE NATIONALE

Pour Unité Populaire (Laiiki Enotita – La.E), la monnaie nationale n'est ni une fin en soi, ni un fétiche. Il ne s'agit pas seulement d'instaurer une nouvelle monnaie nationale pour poursuivre sous une autre forme les mêmes politiques néolibérales, servir les mêmes intérêts capitalistes

oligarchiques, les mêmes rapports d'intérêts interconnectés et de collusion fautive, les mêmes logiques clientélistes, les mêmes circuits parasites, les mêmes pratiques de pots de vin et de corruption.

Tout au contraire, pour nous la monnaie nationale est un outil, un point de départ, un défi et une opportunité pour reléguer au passé tous les aspects de l'austérité néolibérale, parallèlement à la mise en œuvre de notre programme global de transition aux multiples volets interdépendants. Pour reléguer au passé le joug des mémorandums, la tutelle de la zone euro et une dette insoutenable. Pour abolir l'austérité, lutter contre la pauvreté et le chômage, veiller à ce que les besoins sociaux en matière de santé – éducation – culture soient universellement assurés par le public.

Pour que cesse le bradage du pays, pour que les entreprises stratégiques soient nationalisées et pour que soit mise en œuvre une transformation productive de l'économie grecque, projets prohibés au sein de la zone euro et de l'Union Européenne néolibérale.

NOUS SOUTIENDRONS L'ÉCONOMIE, LA PRODUCTION, LA SOCIÉTÉ

PREMIÈREMENT: Avec la monnaie nationale, nous pourrions renforcer la base de production nationale et la compétitivité de l'économie grecque, en répondant au besoin d'une vague de liquidités pour l'économie et à la société dans des conditions favorables.

Car, par l'instauration de la nouvelle monnaie nationale, il deviendra possible de mettre à profit le ressort de la Banque de Grèce à fournir un volume adéquat de liquidités à l'économie et la société, dans des conditions favorables et à des taux d'intérêt très bas,



une potentialité inexistante dans le cadre de l'euro.

Nous souhaitons orienter cette vague de liquidités vers l'économie, pour des investissements dans la production, et vers la société pour lutter contre la pauvreté, soutenir les besoins sociaux et les secteurs sociaux en crise.

En particulier, le monopole national d'émission monétaire et le contrôle national de la politique monétaire seront utilisés pour financer à travers la Banque de Grèce et les banques nationalisées un vaste programme d'investissements dans le pays, aussi bien dans le cadre des investissements publics que du soutien aux PME.

Nous évoquons ici un très important programme de financement à taux d'intérêt très bas, diversifié et orienté vers la qualité, au service d'un développement planifié par le gouvernement, un programme sous contrôle démocratique et social.

Ce programme de financement aura notamment pour objectif le doublement des investissements publics, planifiés sur une nouvelle base dans la perspective d'une productivité augmentée.

Il sera orienté vers le soutien à la paysannerie et la mise à niveau de la production primaire, vers les investissements dans les PME, visant la mise à niveau productif et technologique du pays, l'expansion de l'emploi, le soutien et l'élargissement des conquises des salarié-e-s.

Dans ce contexte, des efforts particuliers seront consacrés à la reconstruction d'entreprises sous contrôle public, au soutien aux entreprises coopératives, et aussi aux entreprises dont les caractéristiques d'innovation, de progrès technologique et d'organisation moderne aideraient la planification démocratique du développement et la transformation productive de l'économie.

Le monopole national d'émission monétaire et le contrôle national de la politique monétaire seront, en même temps, pleinement exploités pour soutenir et renforcer la Grèce sociale et le budget social. La monnaie nationale et la nouvelle politique monétaire expansionniste seront utilisés pour recapitaliser les caisses d'assurance sociale, pour soutenir et augmenter les salaires et les retraites, tout d'abord le salaire minimum et la retraite minimale. Ils seront utilisés pour le soutien social des faibles et des personnes handicapées, pour lutter contre la pauvreté et augmenter les dépenses sociales.

Le budget d'état de la Grèce avec une monnaie nationale, débarrassé du carcan de l'austérité budgétaire, libéré de l'étouffement par des excédents primaires excessifs et des exigences restrictives du Pacte de Stabilité, en acquérant la possibilité du refinancement monétaire des déficits sous des conditions favorables et préférentielles, pourra dans le cadre d'une réforme administrative majeure de l'État et de notre proposition programmatique dans son ensemble, devenir le grand levier central pour la transformation de l'appareil productif, le remodelage efficient de l'économie et pour la justice sociale.

UNE MONNAIE NATIONALE POUR UN NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMIQUE DURABLE ET SOCIALEMENT JUSTE

DEUXIÈMEMENT: En s'appuyant sur la nouvelle monnaie nationale, nous appliquerons une politique de change flexible tenant compte des données économiques nationales, en

particulier des évolutions de la balance des paiements, ainsi que des conjonctures européennes et internationales.

Cette politique nationale du taux de change ne doit en aucun cas être sous l'emprise de dogmatismes, ni de schémas préfabriqués. Elle doit être configurée et développée à travers le dialogue social, large et authentique, et tracée sous le seul critère du développement du pays, de l'augmentation du nombre des emplois, avec le plein emploi en perspective, de la promotion d'un nouveau modèle économique, durable et socialement juste.

Les centres dirigeants de l'establishment propagent des propos alarmistes au sujet d'une éventuelle dévaluation de la monnaie nationale en évoquant des possibles incidences dévastatrices, en anticipant même que cette dévaluation prendra des proportions incontrôlables avec pour résultat, disent-ils, des pénuries de matières premières, de produits alimentaires essentiels, de médicaments etc.

Ces scénarios alarmistes sont totalement infondés, sans aucun appui dans la réalité.

Si cela aurait été jugé nécessaire, dans l'intérêt de l'économie et du peuple grec, une dévaluation limitée et choisie de la monnaie pourrait être une option à choisir pour un moment donné.

Une telle dévaluation aurait pour but la mise à profit par le pays d'un levier qui ne peut pas être utilisé à l'intérieur de l'euro, pour stimuler la production intérieure et l'économie, en particulier dans des secteurs ciblés et sous contrôle de la réalisation d'objectifs mesurables, pour mettre en œuvre une planification globale du développement économique.

Une éventuelle dévaluation, dans une économie comme celle de la Grèce actuelle, qui sous le joug des mémorandums est depuis de nombreuses années en récession et en stagnation, présentant un chômage élevé et un potentiel productif sous-exploité voire inactif mais susceptible de se mobiliser, produira un résultat économique et social globalement positif au moment où elle serait jugée pertinente.

Une dévaluation limitée et raisonnable, dans la mesure où elle serait jugée appropriée, constituera une option positive et non défensive, ayant pour but de donner une poussée et de renforcer le projet de développement du pays.

Une telle dévaluation produirait une diminution substantielle des prix des produits domestiques par rapport aux produits importés et contribuerait ainsi à la stimulation de la production nationale, à la substitution des importations par la production nationale, à l'augmentation des exportations et du tourisme, par conséquent à la hausse de l'emploi de manière significative, soutenant ainsi l'effort planifié pour ramener le pays sur une nouvelle trajectoire de développement dans le cadre d'un nouveau modèle.

Une dévaluation limitée et raisonnable, dans le contexte d'une économie en récession depuis des années, aura sur l'inflation des effets mineurs, qui seront sans impact négatif sur les salaires et les retraites, notamment grâce aux mesures qui seraient prises. Les

salaires et les retraites seraient de toute manière augmentés par l'application des nouvelles politiques anti-austéritaires qui s'appuieront sur la monnaie nationale.

Une dévaluation ayant ces caractéristiques ne provoquera pas, comme on dit, une importation massive et nuisible de capitaux spéculatifs dans le pays d'autant plus que, parallèlement à l'introduction de la monnaie nationale, il sera mis en place un contrôle efficace sur les mouvements de capitaux depuis le pays vers l'étranger et inversement, afin de prévenir des manipulations préjudiciables à la monnaie et l'économie nationale.

Ce contrôle n'aura rien à voir avec les restrictions appliquées à partir de juin 2015 sur les transactions bancaires (Capital Control) et sur le retrait de liquidités des banques. Bien au contraire, après l'introduction de la monnaie nationale, les transactions avec les banques, les ouvertures de comptes et les retraits seront totalement libres et ne seront soumis à aucune restriction.

La propagande des euro-béats, selon laquelle l'introduction de la monnaie nationale serait suivie d'une dévaluation incontrôlée et, pire encore, de pénuries de matières premières, de médicaments, de carburants, de produits alimentaires, etc., est dépourvue de tout fondement réel. L'assertion souvent entendue que la Grèce ne pourrait passer à la monnaie nationale car soi-disant elle ne produirait rien, est gratuite et hors réalité.

Tout d'abord, la croyance largement répandue selon laquelle la Grèce serait devenue un désert productif n'est pas vraie, en dépit même de la grande détérioration de l'appareil productif subie en particulier pendant les années de l'euro. La Grèce dispose toujours d'une base de production et d'infrastructures importantes, malgré les chocs importants subis par les politiques néolibérales et la pression de la zone euro. L'instauration de la monnaie nationale, s'appuyant sur un programme radical, est non seulement nécessaire, mais s'impose justement pour arrêter le déclin de la production, pour encourager la reprise productive du pays au bénéfice de la grande majorité sociale et dans le cadre d'un nouveau modèle économique et social.



Il est encore important de souligner que, pour la première fois après de nombreuses années, la balance commerciale du pays est aujourd'hui en équilibre voire en excédent, ceci étant l'effet des mémorandums d'austérité sur l'économie du pays. Cela signifie que la Grèce sera en mesure de rembourser tout le volume actuel de ses importations, par les recettes en devises provenant de ses exportations, du tourisme et de d'autres recettes en devises.

Ce résultat positif évoluera encore favorablement puisque l'introduction de la monnaie nationale et des politiques qui lui seront associées donneront un coup de fouet à la production et aux exportations du pays, réduiront les importations et favoriseront la substitution des biens et services importés par des produits offerts par le marché intérieur. Enfin, la combinaison d'une balance équilibrée des paiements extérieurs et de la mise en œuvre des contrôles efficaces sur les flux entrants et sortants des capitaux, en particulier pour des investissements spéculatifs à court terme, réduira considérablement les risques d'attaques spéculatives qui pourraient pousser vers une trajectoire indésirable notre monnaie nationale, tandis que les fluctuations occasionnelles de la demande et de l'offre de la monnaie nationale grecque seraient gérables par l'utilisation des réserves existantes en devises. Il va sans dire que les réserves en or de la Grèce doivent être rapatriées et conservées dans notre pays.

POUR UNE NOUVELLE GRÈCE SOUVERAINE, INDÉPENDANTE, PROFONDÉMENT DÉMOCRATIQUE, SÉCURE ET JUSTE

Par ce livret, nous avons tenté de décrire très brièvement le déroulement de la transition vers la monnaie nationale sur la base de notre programme radical. Nous ne souhaitons pas clôturer le sujet, bien au contraire nous voulons donner un nouvel élan au débat et aux élaborations sur le processus de transition de l'euro vers la monnaie nationale, un débat qui n'a jamais été permis d'avoir lieu dans les médias. Le travail d'élaboration déposé ici ne clôture pas, il ambitionne d'ouvrir le dialogue au sein de la société grecque.

La voie de la monnaie nationale sur la base d'un programme radical tel que celui proposé par Unité Populaire (La.E.) répond aux intérêts et aux perspectives de la grande majorité sociale, tout d'abord de la classe ouvrière et du monde du travail dans son ensemble. Elle sera dans l'intérêt des chômeurs, pour qu'ils puissent trouver du travail avec les pleins droits salariaux. Elle sert les intérêts de la jeunesse qui espère un avenir meilleur dans notre pays. Les intérêts de la paysannerie aux exploitations modestes et moyennes et des couches démunies et moyennes de notre société, quelle que soit l'activité qu'elles exercent. La voie de la monnaie nationale sur la base d'un programme radical tel que proposé par Unité Populaire (La.E) nuira uniquement les intérêts d'une oligarchie du capital, collaboratrice des centres économiques et politiques impérialistes européens et internationaux.

La transition vers la monnaie nationale et un programme de transition, de transformations progressives avec pour horizon le socialisme, tel que celui que nous proposons est une voie soutenable, assurant la sortie de la crise, la réduction drastique des inégalités et du chômage, mettant en œuvre un nouveau modèle productif durable.

La transition vers la monnaie nationale pour la mise en œuvre d'un programme radical est un processus de participation et de luttes ouvrières et populaires dynamiques. C'est un processus de grandes transformations économiques et démocratiques. C'est une voie de conflit et de rupture avec les règles néolibérales de l'UE, conflit et rupture qui ouvrirait la voie, en résonance avec la volonté du peuple et par des luttes populaires, pour que le pays se dégage de l'Union Européenne et la quitte. Il s'agit enfin d'une voie pour l'application d'une stratégie multidimensionnelle nouvelle en matière de politique économique et de politique étrangère et internationale, qui renforcerait les nouvelles voies choisies par le pays en y fournissant des défenses opérantes.

La récompense de ce parcours victorieux sera une nouvelle Grèce souveraine, sécurisée, indépendante, profondément démocratique, socialement juste et prospère.

Une Grèce dont le peuple sera souverain pour la première fois et dont la participation de la jeunesse, construira un avenir digne de ses attentes.

Traduction

E Kosadinos